

A l'instar du « 9-11 » et du « 11-9 », la date du 8 août 2008 marquera un tournant dans les relations internationales, plus particulièrement entre les Occidentaux et la Russie. Depuis le début des années 1990, les dirigeants russes soutiennent les régimes séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud envers et contre l'intégrité territoriale géorgienne. Suite à de longs mois de provocations russes et séparatistes, la Géorgie a lancé une opération militaire en Ossétie du Sud pour mettre fin aux tirs d'artillerie. Une violente et massive offensive russe s'en est suivie, Moscou affichant sans vergogne sa volonté de dominer le Caucase du Sud comme l'ensemble des pays de la CEI. Le 26 août, la Russie en était à reconnaître l'indépendance des entités suscitées par ses soins sur le territoire géorgien. Les pays membres de l'UE et de l'OTAN ne peuvent sans graves dommages accepter le retour au soviétisme et aux pratiques tchékistes dans leur *hinterland* géopolitique : l'actuelle paix froide tournerait alors à l'affrontement géopolitique global.

Like the "11/9" and the "9/11", the date of August 8<sup>th</sup> 2008 is a turning point in the International relations, especially between the West and Russia. Since the beginning of the nineties, the Russian leaders have supported the separatist regimes of Abkhazia and South Ossetia, therefore threatening the territorial integrity of Georgia. Following some long months of Russian and separatist provocations, Georgia has launched a military operation in South Ossetia to put an end to the artillery fires. A violent and massive Russian offensive has followed and Moscow is shamelessly exposing its desire to dominate the South Caucasus as all the CIS countries. On August 26<sup>th</sup>, Russia recognized the independence of the separatist entities that it created on the Georgian territory. Member countries of the EU and NATO could not without any serious damage accept a come-back of a sort of Soviet Union and Tchekist practices in their geopolitical hinterland: the current cold peace would then turn into a global geopolitical confrontation.

## Lignes de front géorgiennes : l'Occident mis au défi

**Jean-Sylvestre MONGRENIER**  
Chercheur associé à l'Institut Thomas More  
Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique  
(Université Paris VIII)

➔ **Jean-Sylvestre MONGRENIER**, docteur en géopolitique et professeur agrégé d'Histoire et de Géographie, est chercheur associé à l'Institut Thomas More et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis), fondé par Yves LACOSTE. Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicomm, 2005), de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006) et co-auteur de *La Russie, de Poutine à Medvedev* (Institut Thomas More/DAS, ed. Unicomm, 2008), il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationales, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 de l'IHEDN pour sa thèse sur « les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Il est également collaborateur régulier de la revue *Hérodote*.



« Peut-être la seule chose dont nous ayons la responsabilité avec certitude est de prendre en charge notre temps. »

Edmund Burke

Dès l'ouverture des hostilités entre la Russie et la Géorgie, le 8 août 2008, les éléments de langage de la propagande russe ont fait florès : ne pas « humilier » la Russie et reconnaître son caractère « incontournable » en guise de grille de lecture... A lire certains commentateurs, l'instabilité psychique du bouillant président géorgien serait à l'origine de la guerre : Saakachvili, l'homme-cause et Poutine, l'homme-effet. Après avoir administré une rude mais juste « leçon » à la Géorgie, la Russie désormais apaisée était censée revenir au *statu quo ante*. Quant aux Occidentaux, il ne leur resterait plus qu'à reconnaître la domination de Moscou dans le Caucase comme dans le reste de la CEI, Poutine redonnant vie à la doctrine Brejnev de souveraineté limitée. Faut-il s'indigner de tant de vilénie ? La Fontaine nous a appris que la raison du plus fort était toujours la meilleure et René Girard a mis au jour l'anthropologie du bouc émissaire. Humain, trop humain ...

Autre leitmotiv aujourd'hui dépassé par la dynamique des événements : la *maestria* diplomatique française. Le voyage de Nicolas Sarkozy à Moscou, le 12 août, et la gestion bilatérale de cette « crise » manifestaient la maturité de l'Union européenne (UE) et l'effacement des Etats-Unis. Les chefs de gouvernement et d'Etat européens, ceux de la « vieille Europe » du moins, seraient les plus à même de sonder le cœur et les reins de leurs homologues russes. Bref, « tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes possible », hormis la « vindicte » des pays récemment libérés de la domination russo-soviétique. Ce déni de réalité exprime-t-il la peur diffuse que la géopolitique tchékiste de Moscou suscite ou relève-t-il d'une fascination trouble pour l'exercice sans complexes de la violence armée ? A tout le moins, le dernier épisode guerrier russo-géorgien, les enjeux qu'il recèle et ses conséquences internationales doivent-ils être considérés avec lucidité : une mécanique de conflit entre la Russie et l'Occident est amorcée.

# 1 Aux origines de la guerre

Il faut d'abord rappeler que cette guerre n'a pas éclaté comme un orage dans un ciel d'été. Depuis le début des années 1990, les dirigeants russes manipulent les conflits ethniques et territoriaux de Géorgie et du Caucase, dans le cadre d'une politique de domination un temps contrariée par le manque de moyens<sup>1</sup>. Au fil des mois, les gouvernants géorgiens n'ont cessé d'appeler l'attention des Occidentaux sur la multiplication des tensions avec leur voisin russe : tirs de missiles, affaires d'espionnage et embargo russe, violations répétées de l'espace aérien et drones géorgiens abattus, montée en puissance des effectifs militaires russes en Abkhazie, tirs d'artillerie depuis les lignes séparatistes.

En juillet dernier, Pavel Felgenhauer, analyste de défense, arguait des mouvements et opérations militaires des derniers mois pour annoncer la prochaine entrée des chars russes en Géorgie<sup>2</sup>. En mai dernier, le déploiement de troupes des chemins de fer, afin de réparer la ligne ferroviaire indispensable au transport des blindés, anticipait l'irruption des forces russes. Les menaces répétées des politiques et militaires russes rendaient plus probable encore le scénario du pire. Pourtant, nombreux étaient ceux qui dans la « vieille Europe » cultivaient la distance quant aux « exagérations » géorgiennes.

Les circonstances exactes du conflit d'août 2008 restent à établir mais divers éléments font penser à une nouvelle provocation. Dans les heures qui précèdent la guerre, Moscou propose de jouer les bons offices entre Edouard Kokoity, le chef sud-ossète, et Mikheïl Saakachvili. Il semble que les diplomates russes aient joué des supposées oppositions internes au Kremlin entre « libéraux » et « siloviki » pour faire croire qu'ils ne contrôlaient plus les

<sup>1</sup> Voir les chronologies approfondies de l'annexe 1, « Trois chronologies pour comprendre », p. 10.

<sup>2</sup> Voir les propos recueillis par Laure Mandeville in *Le Figaro* du 18 août 2008.



séparatistes sud-ossètes<sup>1</sup>. Toujours est-il que, le 7 août, le président géorgien se déclare « *certain que la Russie ne veut pas la guerre* ». Lorsque l'artillerie lourde sud-ossète pilonne à nouveau des villages géorgiens, le 8 août, Saakachvili lance une offensive vers Tskhinvali. Persuadé de l'imminente entrée des troupes russes, entendait-il pousser jusqu'au tunnel de Roki et couper la voie de passage entre les deux versants du Caucase ? La manœuvre militaire russe est déjà amorcée et le 9 août, Dmitri Medvedev officialise l'opération destinée à « *contraindre la partie géorgienne à la paix* ». Était-il possible de ne pas céder à la provocation ? Selon Pavel Felgenhauer, le président géorgien n'avait guère le choix : « *De toute façon, les Russes seraient entrés tôt ou tard, exactement comme cela s'est passé en août 1999 en Tchétchénie. A l'époque, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis le mois d'avril* ». Dès lors, une forte présomption s'impose : le refus d'accorder à la Géorgie son Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN, lors du sommet de Bucarest (2-4 avril 2008), a pu inciter Moscou à passer à l'acte.

## 2 Des opérations militaires russes au cœur du territoire géorgien

Outre le fait que l'invasion des troupes russes invalide la prétention de Moscou à se poser en juge de paix des litiges nationalitaires et territoriaux sud-caucasiens, l'importance des opérations militaires atteste d'objectifs plus amples que ce que la protection des séparatistes sud-ossètes requiert<sup>2</sup>. A l'issue des combats de la nuit du 7 au 8 août, des unités géorgiennes sont dans les faubourgs de Tskhinvali et Saakachvili croit pouvoir annoncer que l'armée a « *libéré la majeure partie du territoire d'Ossétie du Sud* ». Depuis Pékin, Vladimir Poutine annonce des « *mesures de rétorsion* ».

De fait, c'est une intervention militaire de grande envergure qui est lancée alors même que le Conseil de sécurité des Nations-Unies est paralysé. Blindés et forces spéciales russes entrent de vive force dans le territoire géorgien, l'aviation bombarde des sites bien en arrière de la ligne de front (le port de Poti, un site clef pour les exportations énergétiques ; le terminal portuaire de Kulevi, l'aéroport militaire de Tbilissi) et des cibles à proximité de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan sont attaquées. Des unités navales de la mer Noire quittent la base de Sébastopol (Ukraine) pour organiser le blocus des ports géorgiens, au grand dam de Kiev. Des unités russes renforcent les effectifs déjà présents en Abkhazie et les forces du régime séparatiste prennent le contrôle des gorges de Kodori. La souveraineté de la Géorgie est menacée et les forces qui battent retraite se regroupent autour de Tbilissi. Le 12 août, Medvedev déclare : « *L'objectif est atteint. L'agresseur est puni* ». L'accord de cessez-le-feu proposé par Nicolas Sarkozy est signé par les Géorgiens le 15, par les Russes le 16 août suivant.

La rapidité et l'ampleur de l'action militaire russe témoignent du fait que la Russie était prête à la guerre et les objectifs géopolitiques dépassent le seul soutien aux séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Dès le début des opérations et jusqu'après la signature de cessez-le-feu, les frappes russes et les pillages visent clairement à détruire les bases de l'Etat géorgien. Outre les installations et matériels militaires, ce sont les infrastructures de transport qui ont été prioritairement visées : la voie ferroviaire qui relie la mer Noire à la Caspienne, bombardée à la hauteur de Kaspi ; les ports et leurs infrastructures énergétiques (Poti, Kulevi) ; l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), menacé en divers endroits. Le parc naturel de Borjomi a aussi été frappé par des bombes incendiaires. Après l'évacuation de Gori et le semblant de retrait, officialisé le 22 août 2008, la Russie entend occuper des zones militaires en avant de l'Ossétie et de l'Abkhazie, ce qui lui permet de contrôler en divers points le grand axe routier est-ouest qui assure la cohésion territoriale de la Géorgie. Selon certaines informations, Moscou aurait aussi déployé en Ossétie des missiles Totchka U (SS-21) qui mettraient Tbilissi à portée de tir.

<sup>1</sup> Voir les éléments d'analyse proposés par Thornike Gordadze, directeur de l'Observatoire du Caucase (filiale de l'Institut Français d'Études anatoliennes), à Bakou, in *Le Monde* du 12 août 2008 (propos recueillis par Sophie Shihab).

<sup>2</sup> Voir l'annexe 2, « Géohistoire : le Caucase comme sphère d'expansion russo-soviétique », p. 13.



## 3 Poutine et le retour à la doctrine Brejnev

A l'évidence, la souveraineté de la Géorgie, les choix politiques internationaux du pays et son orientation occidentale sont en jeu. Les dirigeants russes ont plusieurs objectifs corrélés : chasser Saakachvili du pouvoir, détruire la structure politique du pays, empêcher définitivement la Géorgie d'entrer dans l'OTAN et la réduire à l'état de satellite. « *Ce que les Russes semblaient envisager*, explique Pavel Felgengauer, *c'est un Etat fédéral (géorgien) aux pouvoirs très limités, dont la sécurité serait assurée par l'armée russe* ». Le « contrat » n'est pas complètement rempli et si l'on peut critiquer les concessions faites par Nicolas Sarkozy à Moscou, avec l'incorporation de « *mesures additionnelles de sécurité* » dans le plan de paix du 12 août, une stipulation que les Russes exploitent au mieux de leurs intérêts de puissance, du moins la diplomatie française a-t-elle contribué à sauver la souveraineté géorgienne. Plus largement, la Russie vise aussi à rétablir sa domination dans l'ensemble du Caucase du Sud. Suite à l'opération menée contre la Géorgie, Moscou escompte bien que l'Arménie, et plus encore l'Azerbaïdjan, autre pays clef dans l'exportation vers l'Occident des hydrocarbures de la Caspienne, seront fortement incités à reconsidérer leurs ambitions et à brider leurs velléités de coopération renforcée avec l'OTAN et l'UE.

La « leçon » vaut pour l'ensemble des pays membres de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), les dirigeants russes ne désespérant pas de transformer ce « syndicat de faillite » de l'URSS en une Union eurasiatique fortement intégrée qui couvrirait l'essentiel du territoire ex-soviétique, défini comme « étranger proche » au début des années 1990. Pour les hommes qui dirigent la Russie et qui en sont partiellement les propriétaires, la dislocation de l'URSS est perçue comme « *la plus grande catastrophe géopolitique du siècle* »<sup>1</sup>. Dès lors, on comprend le peu de soutien des dirigeants de la CEI, rétifs à une version « Poutine » de la doctrine Brejnev. Le président de la Biélorussie a lui-même tardé à faire part de son approbation attendant pour ce faire d'être convié à Sotchi par Medvedev. « *Tout s'est effectivement déroulé dans le calme, la sagesse et l'élégance* », a déclaré Alexandre Loukachenko lors d'un entretien avec son homologue russe et « *la paix s'est enfin imposée dans la région, et très durablement* » (Ria-Novosti, 19 août 2008). La Russie éprouve les limites de sa capacité à mettre sur pied une coalition internationale<sup>2</sup> et ce jusque dans les espaces qu'elle considère comme relevant de sa sphère d'influence exclusive. A l'extérieur de la CEI, il n'y a guère que la Syrie pour soutenir explicitement la politique russe<sup>3</sup>.

## 4 L'obsession russe du « paramètre américain »

Les enjeux de l'invasion militaire russe en Géorgie ne se limitent pas aux seuls équilibres internes à la CEI. Cette opération constitue un défi pour l'ensemble des pays occidentaux et non pas, comme on peut le lire, à l'adresse des seuls Etats-Unis. On sait que la politique russe est fortement dominée par le « *paramètre américain* »<sup>4</sup>, les Etats-Unis et leur puissance représentant ce que la « Russie-Eurasie » aurait voulu être. C'est contre eux que les dirigeants russes, enrichis par le *business* énergétique et enivrés par le discours de la « *derjava* », veulent affirmer leur puissance ré-émergente. « *La Russie*, explique Thorniké Gordadzé, *mourait d'envie d'être ce qu'elle*

<sup>1</sup> Vladimir Poutine, 25 avril 2005.

<sup>2</sup> Rappelons qu'en Irak, les Etats-Unis sont parvenus à mettre sur pied une coalition comprenant une trentaine de pays en dépit de la grave crise diplomatique qui a divisé la Communauté internationale.

<sup>3</sup> Présent à Moscou le 22 août 2008, Bachar al-Assad a soutenu la politique russe et dénoncé la coopération militaire entre Israël et la Géorgie. La Syrie veut renforcer ses liens militaires avec la Russie et se faire livrer des systèmes de défense anti-aérienne sophistiqués. Dans le proche passé, Vladimir Poutine s'était engagé à ne pas vendre d'armes offensives à la Syrie comme à l'Iran.

<sup>4</sup> L'expression est empruntée à Isabelle Facon, in Anne de Tinguy, *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, CERI-Autrement, Paris, 2008, p. 88.



*déteste le plus – une nouvelle Amérique. (...) Elle commençait à s'imaginer en superpuissance montante face à l'Amérique déclinante* »<sup>1</sup>. Certes, Moscou cherche à écarter les Etats-Unis des approches de la Russie mais ce serait une erreur pour les pays membres de l'UE, dont le plus grand nombre appartiennent à l'OTAN, de réduire l'affaire géorgienne à un affrontement russo-américain, mauvais *remake* du « roman » Est-Ouest, au prétexte de renvoyer dos-à-dos les protagonistes. Les Européens ne sont pas sur Sirius, ils ont des partenaires et des intérêts de sécurité dans leur *hinterland* eurasiatique, et la mer Noire est la nouvelle frontière de l'UE.

Nonobstant les risques et menaces qui pèsent sur l'Europe, un petit nombre d'observateurs semble fasciné par le retour de puissance de la Russie : masochisme de jouisseurs ?<sup>2</sup> Les « docteurs Subtil » expliquent quant à eux qu'il ne faut pas « humilier » l'agresseur ; ils en appellent au « dialogue » et laissent entendre, *mezzo voce*, que la désintégration territoriale géorgienne serait le prix à acquitter pour préserver la coopération entre la Russie et l'Occident. Ainsi la reconnaissance *de facto* de la domination russe sur l'ensemble de l'espace ex-soviétique serait-elle le prix à payer pour former un front commun dans la crise nucléaire iranienne. Ne voient-ils pas que Moscou saisira toutes les opportunités pour exploiter les litiges entre les Occidentaux et les puissances émergentes d'autres aires de civilisation ? A cet égard, les dirigeants russes semblent matérialiser certaines des thèses eurasistes.

## 5 L'Europe bousculée

Au vrai, la géopolitique est faite de contrecoups entre des aires spatiales distinctes, plus ou moins éloignées, et le conflit géorgien ne manquera pas de retentir en Europe, de la Baltique à la mer Noire. Les pays extérieurs à l'UE et à l'OTAN sont menacés au premier chef. Les dirigeants russes ont indiqué à l'Ukraine qu'ils étaient prêts à user de la force armée pour lui ôter la Crimée et conserver la base navale de Sébastopol, louée à la Russie jusque 2017. En Moldavie, les mêmes instrumentalisent les séparatistes de Transnistrie pour faire levier sur le gouvernement et contrarier les aspirations occidentales de la population. L'Ukraine et la Moldavie ne sont pas couvertes par l'article 5 de l'Alliance atlantique et le sort réservé à la Géorgie donne corps aux rhétoriques bellicistes des dirigeants russes. Persister à voir dans les peurs de la « nouvelle Europe » les symptômes d'une psychose postcommuniste frôlerait l'indécence : « *Perseverare diabolicum* »...

A l'intérieur même de l'UE, diverses nations sont menacées, directement ou indirectement. On songe en premier lieu aux Pays baltes, conquis et annexés par l'URSS lors de la Seconde Guerre mondiale. A leur rencontre, les dirigeants russes manient un discours révisionniste susceptible de déboucher sur la remise en cause des frontières. L'Estonie et la Lettonie comptent d'importantes minorités de langue russe et Moscou pourrait arguer de leur défense pour s'ingérer dans les affaires intérieures de ces nations. Conservons en mémoire les violentes émeutes de l'an passé à Tallin et les attaques électroniques de *hackers* russes sur les sites Internet estoniens.

Le pouvoir énergétique de Moscou ouvre d'autres options. En Europe centrale, la Pologne et la République tchèque sont régulièrement l'objet de menaces militaires du fait des projets de systèmes antimissiles<sup>3</sup>. Moscou refuse l'extension du bouclier spatial américain aux Européens et travaille au découplage stratégique des deux rives de l'Atlantique. En Europe du Nord, le discours russe et l'affaire géorgienne inquiètent aussi. La Finlande doit assurer la garde de quelque 1300 km de frontières avec son voisin oriental et la Suède redoute le retour de puissance de la flotte russe en Baltique, au prétexte de protéger le futur gazoduc nord-européen (le *North Stream*). Ces deux Etats s'interrogent sur leur neutralité et ils coopèrent étroitement avec l'OTAN.

<sup>1</sup> Thorniké Gordadzé, « Derrière l'offensive dans le Caucase, c'est l'Amérique que vise la Russie », *Le Monde*, 22 août 2008.

<sup>2</sup> Voir l'annexe 3, « *Vade-mecum* : 7 points pour comprendre la Russie », p. 14.

<sup>3</sup> La République tchèque a signé un accord, le 8 juillet 2008, avec les Etats-Unis et elle accueillera sur son sol un radar à longue portée. La Pologne a finalement donné son accord le 14 août et son territoire abritera dix missiles intercepteurs ainsi qu'une batterie antiaérienne de *Patriot* (96 missiles).



## 6 Le pivot géopolitique géorgien

Si le pétrole et le gaz ne sont pas les enjeux moteurs de l'offensive russe en Géorgie, le rôle clef de ce pays dans l'évacuation d'une partie des hydrocarbures de la Caspienne et le contexte géo-énergétique de cette guerre ne doivent pas être négligés. Là encore et en dépit du fait que les Etats-Unis, dans une logique globale de libre accès et de bon fonctionnement des marchés, se soient montrés les plus actifs au cœur du « nouvel Orient énergétique », les Européens sont concernés au premier chef. Les espoirs initialement investis dans le partenariat avec la Russie et la transformation de la Russie en une simple périphérie énergétique de l'UE – une « Grande Europe » de l'énergie, de Dublin à Vladivostok – ne sont plus de saison. La dépendance croissante vis-à-vis du gaz russe, le refus des dirigeants russes de renoncer au monopole de Gazprom et de ratifier le traité sur la Charte de l'énergie, l'usage coercitif de leur pouvoir de marché (coupures et embargos à l'encontre des pays récalcitrants) inquiètent jusqu'à la « vieille Europe ».

La Commission européenne et divers pays membres de l'UE cherchent à promouvoir une politique commune de sécurité énergétique et de diversification des approvisionnements ; elle implique un plus grand engagement dans l'aire géopolitique mer Noire-Caucase-Caspienne et la possibilité de pouvoir négocier directement avec les grands pays producteurs riverains de la Caspienne (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan)<sup>1</sup>. La Géorgie est le pivot de cette grande politique, à peine esquissée du fait des atermoiements et des divisions intra-européennes. A la croisée de la Russie, de l'Europe et du bassin de la Caspienne, son territoire est traversé par l'oléoduc BTC, actif depuis 2006, et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE), qui devrait être opérationnel en 2009. Les ports de Poti et Batoumi sont des points clefs pour les exportations énergétiques et un second terminal pétrolier, à Supsa, est à l'étude<sup>2</sup>.

Bref, le territoire géorgien est un corridor énergétique qui offre aux Européens une alternative au pétrole, au gaz et aux tubes russes : près du tiers du pétrole de la Caspienne transite par la Géorgie. En frappant ce pays, les dirigeants russes accroissent l'instabilité du Caucase et menacent la sécurité des investissements étrangers dans le réseau régional de tubes. Vigoureusement concurrencé par le futur *South Stream* de Gazprom, le projet d'oléoduc européen *Nabucco* pourrait être définitivement balayé<sup>3</sup>, auquel cas les exportations de gaz du Kazakhstan et du Turkménistan n'auraient d'autre choix que de transiter par les réseaux russes et le port de Novorossisk. La maîtrise des réseaux et des flux Asie-Centrale-Europe offre aujourd'hui à la Russie plus d'influence sur le cours des choses que naguère les euromissiles soviétiques ; la consolidation de l'emprise russe sur la Géorgie signifierait la prise de contrôle énergétique de l'Europe.

## 7 Portée et limites du plan de paix « Medvedev-Sarkozy »

Au regard des objectifs poursuivis par la Russie en Géorgie, l'accord de cessez-le-feu signé par les belligérants et le plan de paix porté par la diplomatie française ne sont décidément pas à la hauteur des menaces et des enjeux géopolitiques. La reconnaissance par la Russie des indépendances sud-ossète et abkhaze en montre la vacuité. Les propositions formulées par Bernard Kouchner lors de son déplacement à Tbilissi, le 10 août 2008, étaient empreintes de sens du réel et de respect des équilibres : un cessez-le-feu, suivi du retrait des troupes de chacune

<sup>1</sup> Voir notamment Marlène Laruelle et Laurent Vinatier, *Le Kazakhstan, « porte d'entrée » de l'Union européenne en Asie centrale ?*, Tribune N° 14 de l'Institut Thomas More, Paris-Bruxelles, novembre 2007.

<sup>2</sup> En avril 2008, un accord pour la rénovation du port de Poti, avec injection de capitaux des Emirats Arabes Unis, a été signé.

<sup>3</sup> C'est après la crise russo-ukrainienne de janvier 2007 et les ruptures d'approvisionnement en gaz russe que l'UE a déclaré prioritaire le projet *Nabucco*. Six mois plus tard, Gazprom annonçait la construction du *South Stream*, un gazoduc rival, en coopération avec l'italien ENI. Vladimir Poutine a proposé à Romano Prodi, sans succès, de prendre la tête du consortium chargé de sa réalisation, à l'instar de Gerhard Schröder pour le *North Stream*.



des parties belligérantes ; le déploiement de forces de paix européennes ; l'intégrité territoriale comme base de négociation pour le règlement des conflits abkhaze et sud-ossète. Aussi ce plan avait-il été rapidement accepté par le président géorgien.

Deux jours plus tard, Nicolas Sarkozy se rend à Moscou, sans grande concertation préalable entre alliés et en l'absence de Javier Solana, le chef de la diplomatie UE. Un cessez-le-feu provisoire est annoncé de manière unilatérale par le président russe avant que son homologue français n'arrive à Moscou. Commence une rude négociation entre Sarkozy et le duumvirat Medvedev-Poutine, négociation au cours de laquelle le président français bataille pour obtenir le rappel de la « souveraineté » et de l' « indépendance » de la Géorgie. Par contre, le texte final ne contient pas de référence à l'intégrité territoriale et les déclarations officielles russes des jours qui suivent mettent en avant la possible indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, soit une annexion *de facto* par la Russie de plus du cinquième du territoire géorgien. Nous en sommes là.

Le cinquième point de ce plan de paix accorde à la Russie des « mesures additionnelles de sécurité », lourde concession interprétée *lato sensu* par Moscou. Sur le terrain, les troupes russes se déploient en avant des entités séparatistes pour s'y arroger des « zones de sécurité » qui permettent de contrôler les grands axes de circulation, mettent à portée de tir les infrastructures du pays et menacent plus encore l'unité territoriale de la Géorgie. Moscou argue de ce point pour justifier ces décisions. Par ailleurs, le plan de paix ne stipule rien quant aux réfugiés et le premier point, le « non recours à la force », ne semble concerner que la partie géorgienne. A Moscou, on se félicite d'avoir imposé les conditions de sortie de la phase guerrière du conflit. Tout simplement.

## 8 Les prémices d'une nouvelle « guerre froide »

Il fallait certes aller vite pour éviter que les blindés russes ne se ruent sur Tbilissi, plusieurs déclarations russes l'ont fait craindre, et sauver la souveraineté géorgienne. Les circonstances peuvent expliquer la précipitation avec laquelle l'accord de paix a été négocié<sup>1</sup>. Peut-être a-t-on aussi commis l'erreur de vouloir artificiellement valoriser l'UE, identifiée à la France, vis-à-vis de la diplomatie américaine, et mettre en avant une relation spéciale entre les dirigeants français et russes (vieille histoire); certaines des « fuites » orchestrées par la diplomatie française relèvent du « réalisme naïf ». Toujours est-il qu'il a fallu rectifier le tir. C'est le sens de la lettre envoyée par Sarkozy à Medvedev, le 14 août 2008, pour préciser le contenu des « mesures additionnelles » (quelques kilomètres en avant des limites de la seule Ossétie du Sud) et rappeler leur caractère provisoire, dans l'attente d'un « mécanisme international ».

Les pays européens et les Etats-Unis ont alors accentué la pression diplomatique sur la Russie. Le 13 août, George W. Bush déclare que « les Etats-Unis se tiennent aux côtés du gouvernement démocratiquement élu de Géorgie et insistent pour que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie soient respectées ». Le 17 août, Angela Merkel est à Tbilissi et elle y déclare que la Géorgie « entrerait dans l'OTAN ». Ce même jour, Nicolas Sarkozy menace la Russie « de graves conséquences pour l'avenir du partenariat Russie-Union européenne » et Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense, dénonce « de vieilles méthodes soviétiques ». Le 19 août, les pays membres de l'OTAN se réunissent pour exiger de la Russie qu'elle « revienne aux positions occupées le 6 août ». Le retrait russe est annoncé le 22 août mais les forces armées ne se retirent que partiellement, dans les « zones de sécurité » précédemment évoquées ; la diplomatie russe s'en tient aux vagues termes de l'accord du 12 août et il ne sera guère aisé de lui faire lâcher prise.

Depuis, la Russie a renforcé son emprise : le lundi 25 août, son parlement se prononce pour la reconnaissance des indépendances sud-ossète et abkhaze ; le lendemain, Medvedev signe les décrets officialisant la chose. Le soir même, le président russe déclare à la chaîne d'information *Russia Today* : « Nous n'avons peur de rien, y compris d'une guerre froide » et il menace les Européens, en termes à peine voilés, d'une nouvelle escalade conflictuelle. Son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, annonce l'envoi de forces militaires

<sup>1</sup> Il semble que les diplomates français aient voulu satisfaire les exigences russes pour préparer une résolution à l'ONU, texte dans lequel l'« intégrité territoriale » de la Géorgie et le « non recours à la force », y compris pour la Russie, apparaîtraient. On se demande pourtant pourquoi Moscou céderait à New York sur ces deux points : sous l'influence du « soft power » européen, par « respect » pour la « grandeur » de la France ou pour « ne pas humilier » l'UE ?



supplémentaires dans les territoires séparatistes et lance : « *Nous n'avons pas peur de nous retrouver isolés* ». Quant à Dmitri Rogozine, ambassadeur de la Russie à l'OTAN, il en est à comparer la situation actuelle aux tensions annonçant la Première Guerre mondiale. A l'évidence, il eût été plus aisé de mettre en œuvre une stratégie de dissuasion que de conduire en catastrophe une stratégie de coercition visant à faire reculer la Russie. L'erreur commise lors du sommet atlantique de Bucarest ne doit donc pas être réitérée.

Indubitablement, les temps présents rappellent la Guerre froide et la négation de cet état des choses est trop systématique pour ne pas être suspecte. Si on entend par « guerre froide » la reproduction à l'identique des formes de l'affrontement Est-Ouest telles qu'elles ont prévalu de 1945-1947 à 1989-1991, l'analogie est certes trompeuse. « *Cette régression (la guerre menée contre la Géorgie),* remarque Daniel Vernet, *nous ramène non pas à la guerre froide mais aux temps qui l'on précédée* »<sup>1</sup>. Le fait est que l'expression de « guerre froide » permet de dissimuler la réalité de la politique russe – une entreprise de brigandage international et non pas une gestion des équilibres Est-Ouest – et légitime une pensée en termes de blocs quand l'enjeu porte sur la liberté et l'indépendance d'un Etat souverain. Par ailleurs, la référence à l'affrontement Est-Ouest est source de satisfactions psychologiques pour les dirigeants russes ; dans l'idéologie et l'inversion des valeurs qui sévissent à Moscou, la Guerre froide et l'extension de la domination soviétique jusqu'au cœur de l'Europe tiennent lieu d'Age d'Or.

Faut-il donc renoncer à parler de nouvelle guerre froide ? André Fontaine a montré que le nœud causal menant à l'affrontement Est-Ouest date de 1917, soit bien avant les accords de Yalta, les ambitions soviétiques au-delà du « rideau de fer » et l'énoncé de la doctrine Truman de *containment*<sup>2</sup>. Si les actuels dirigeants russes maintenaient le cap, les historiens du futur ne considéreraient-ils pas la période antérieure comme une longue trêve avant l'amorce d'un nouveau cycle de puissance et d'un retour des tensions Est-Ouest ? La Guerre froide ne peut de surcroît être identifiée à un simple *statu quo* entre le bloc soviétique et le camp occidental, et le *containment* n'était pas une fin en soi. L'endigement du soviétisme s'inscrivait dans une grande stratégie d'usure visant, à long terme, l'épuisement du système adverse et son reflux, la dislocation finale tenant lieu d'ordalie. A rebours, on peut penser que le retour de la Russie sur des terres autrefois soviétisées annonce bel et bien une nouvelle guerre froide, avec des lignes de partage plus à l'est. Enfin, l'expression de guerre froide ne date pas de 1947 : dans l'histoire de la péninsule ibérique, « *guerra fría* » désigne les longs siècles d'affrontements et de trêves entre les royaumes chrétiens, engagés dans la *Reconquista*, et les émirats arabo-musulmans... L'expression peut donc se prêter à un nouvel usage.

## 9 Que faire ?

Les défis appellent des réponses à leur juste mesure. A la question « *Que faire ?* », Alexandre Kojève répondait : « *Apprendre le grec* ». De fait, la Russie n'est pas une simple parenthèse géohistorique entre Extrême-Occident et Extrême-Orient, ultime avatar de l'« Empire des steppes ». D'embarras géopolitique que l'on s'efforçait d'associer à l'Occident, la Russie est redevenue un acteur géostratégique qui aspire à jouer les « perturbateurs », pour reprendre la grille de lecture de l'amiral Castex<sup>3</sup>. Aussi faut-il s'inscrire dans la durée, apprendre le cyrillique, lire et relire l'histoire de l'Empire d'Eurasie, saisir la psychologie et les mœurs politiques des dirigeants russes, choisir la « voie du milieu » entre démonologie et complaisances coupables.

Force est de constater que les gouvernements européens, confrontés aux menaces et agissements de la Russie, ne font pas tous preuve du même degré de lucidité. L'illusion du *soft power* est fracassée mais l'UE ne parvient pas à afficher l'unité et la cohésion nécessaires pour se poser en communauté de destin. Face à une situation d'exception, l'Union se révèle n'être qu'un simple *Commonwealth* paneuropéen aux liens lâches et distendus au sein duquel certains sont tentés par le « chacun pour soi ». C'est encore et toujours dans le cadre de l'OTAN qu'il faut penser, concevoir et organiser la défense de l'Europe pour autant que les Etats-Unis continuent à vouloir porter des intérêts globaux et assumer le rôle d'« hégémon bienveillant ». Le reste s'en déduit : la Géorgie et

<sup>1</sup> Daniel Vernet, « La guerre froide, une analogie trompeuse », *Le Monde*, 14 août 2008.

<sup>2</sup> André Fontaine, *Histoire de la guerre froide. I. De la révolution d'Octobre à la guerre de Corée, 1917-1950*, Fayard, Paris, 1965.

<sup>3</sup> Voir sa théorie des « Etats perturbateurs » et des « Etats conservateurs ».





l'Ukraine ont vocation à entrer dans l'OTAN qui, plus qu'une alliance, est une communauté de sécurité et de valeurs.

Quant à l'UE et aux hommes d'Etat qui se targuent d'être de « bons Européens », il leur faut assumer le prix de la solidarité politique avec les pays les plus exposés, jusque dans leurs œuvres vives, à la vindicte russe. Si tel n'était pas le cas, l'Europe tant invoquée se révélerait être *flatus vocis*, simple « émission de voix ». L'UE serait alors condamnée à la dispersion politique. Au final, les pays tentés par des stratégies d'évitement et le jeu du « passager clandestin » – pour maintenir leurs relations bilatérales avec la Russie tout en jouissant des garanties de sécurité que confère l'appartenance aux instances euro-atlantiques –, ne manqueraient pas d'en subir les contrecoups. L'OTAN et l'UE s'appuient réciproquement et l'affaiblissement de l'une de ces organisations ne peut que retentir sur l'autre. L'abandon de la langue de coton et de son vocabulaire psychothérapeutique, la capacité à présenter un front commun à travers les institutions euro-atlantiques et la solidité de la posture géopolitique occidentale seront déterminants pour la suite des événements. Il faut aux Européens répondre à l'énigme du Sphinx : « *Comprends, ou tu es dévoré* ».



## Annexe 1

### Trois chronologies pour comprendre

#### La Géorgie : repères historiques

Depuis l'aurore grecque, le Caucase relève des cartes mentales et de l'imaginaire de l'Ancienne Europe. Jusqu'à ce qu'Héraclès ne vienne le libérer, c'est à cette puissante montagne que Prométhée, le voleur du feu divin, est enchaîné. En Colchide, sous ces mêmes cieux, Jason et les Argonautes viennent conquérir la Toison d'or ; bien plus tard, le mythe grec donne naissance à l'un des grands ordres de chevalerie de la Chrétienté médiévale.

**334-323 av. J-C** – Conquêtes d'Alexandre le Grand. Le royaume de Colchide (Géorgie occidentale) est incorporé à l'aire hellénistique.

**II<sup>e</sup> siècle av. J-C** – Les Romains annexent la Colchide et ils étendent leur protection à l'Ibérie (Géorgie orientale).

**III<sup>e</sup> siècle ap. J-C** – Sainte Nino, originaire de Cappadoce, introduit le christianisme en Ibérie ; dans le siècle qui suit, la religion chrétienne s'est diffusée à l'ensemble de la Géorgie.

**V<sup>e</sup> siècle** – La Géorgie se libère de la domination des Perses Sassanides. Une église autonome est fondée et la Géorgie forme ainsi l'une des plus anciennes nations chrétiennes (avec l'Arménie voisine).

**VII<sup>e</sup> siècle** – Les invasions arabo-musulmanes déstabilisent la région. Les rois et les reines qui se succèdent parviennent difficilement à préserver l'indépendance de la Géorgie.

**1089-1125** – Règne de David IV, dit le Bâtitteur. La dynastie nationale des Bagratides parvient à unifier la plus grande partie de la Géorgie et constitue un solide royaume.

**1184-1213** – La reine Tamar étend l'influence du royaume de Géorgie qui, depuis Trébizonde jusqu'à la mer Caspienne, fait figure de puissance régionale.

**1221** – Raid mongol.

**1314-1346** – Règne de Georges V le Brillant ; renaissance géorgienne.

**1386** – Raid des hordes de Tamerlan. Dévasté, le royaume de Géorgie vole en éclats.

**1453** – La chute de Constantinople isole ce royaume chrétien de l'Europe continentale et de ses influences culturelles. La Géorgie est soumise à la double pression des empires perse (les Séfévides) et turc (les Ottomans), engagés dans une rivalité de longue durée.

**1555** – Traité d'Amasya. Les Ottomans dominent la partie occidentale du territoire et les Séfévides, sa partie orientale.

**1783** – Signature d'un traité assurant la Géorgie de la protection russe.

**1795** – Les Perses ravagent Tiflis (Tbilissi).

**1801** – Le Tsar Paul I<sup>er</sup> annexe la Géorgie : la monarchie est abolie, l'Eglise est placée sous l'autorité du Synode russe et l'ensemble du pays est progressivement conquis dans les trois décennies qui suivent.

**Mars 1917** – un « Comité spécial pour la Transcaucasie » est mis en place à Tiflis. Au mois de novembre, ce comité refuse le coup de force bolchevik.

**26 mai 1918** – Les Géorgiens proclament leur indépendance et se placent sous la protection de l'Allemagne impériale, qui occupe le sud de la Russie. Après l'armistice du 11 novembre, les Britanniques prennent le relais.

**Septembre 1920** – Retrait des troupes britanniques.

**Février 1921** – Conquête bolchevique.

**1922** – Institution de la république socialiste fédérative de Transcaucasie.

**1936** – Suppression de la république socialiste fédérative de Transcaucasie. Les républiques soviétiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan deviennent officiellement membres de l'URSS. A l'intérieur de la Géorgie, différentes entités sont reconnues : les Abkhazes (république autonome), les Ossètes du Sud ainsi que les Adjars (régions autonomes).

**1944** – Les Meskhets, Géorgiens méridionaux de religion musulmane, font partie des « peuples punis » et ils sont déportés.

#### La Géorgie, de l'URSS à l'indépendance

**1990** – Les séparatistes sud-ossètes lancent un processus d'indépendance-rattachement à la République soviétique de Russie.

**1991** – La Géorgie proclame son indépendance.

25 décembre 1991 – Fin de l'URSS.

**1992** – l'Abkhazie proclame son indépendance. Conflit armé et intervention russe.

**1992-1994** – Cessez-le-feu. Déploiement de « forces de maintien de la paix » russe, dans le cadre de la Communauté des Etats Indépendants (CEI). La Géorgie intègre la CEI sous contrainte.

**1996** – Signature d'un Accord de Partenariat et de Coopération (APC) entre l'UE et la Géorgie.

**1999** – Accord d'Istanbul, dans le cadre de l'OSCE, sur l'évacuation des troupes russes de Géorgie.

**2000** – Distribution de passeports russes aux habitants d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.



**Septembre 2002** – Vladimir Poutine invoque la lutte contre le terrorisme pour justifier le droit de recourir à des frappes préventives en Géorgie, dans la vallée du Pankissi, contre des combattants tchéchènes.

**Juin-juillet 2003** – Insertion du Caucase du Sud dans la « politique européenne de voisinage » et nomination d'un Représentant spécial de l'UE pour la région.

**Novembre 2003** – « Révolution des roses ». Edouard Chevardnadze perd le pouvoir.

**Janvier 2004** – Mikheil Saakachvili est élu président de Géorgie.

**30 mai 2005** – Accord sur l'évacuation des troupes russes depuis les bases d'Alkhalkalaki, de Batoumi et diverses infrastructures militaires de Tbilissi. L'évacuation est menée entre 2005 et 2007. Par ailleurs, Moscou refuse de fermer la base de Goudaouta (Abkhazie).

**Janvier 2006** – Suspension des livraisons de gaz russe.

**Mars-avril 2006** – Début de l'embargo russe sur les exportations de produits agricoles géorgiens (vin, eaux minérales, autres produits).

**Mai 2006** – Inauguration de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC).

**Septembre 2006** – Membre de Partenariat pour la Paix de l'OTAN, la Géorgie obtient un « dialogue intensifié » avec l'OTAN.

**Août 2007** – Tir de missile sur des installations radar près de Tbilissi.

**5 janvier 2008** – Mikheil Saakachvili est réélu président. 77% des électeurs se prononcent par voie référendaire en faveur de l'adhésion à l'OTAN.

**16 avril 2008** – Signé par Vladimir Poutine, un décret présidentiel instaure des relations directes entre Moscou d'une part Soukhoumi (Abkhazie) et Tskhinvali (Ossétie du Sud) de l'autre.

**20 avril 2008** – Attaque d'un drone géorgien au-dessus de l'Abkhazie par un avion russe (20 avril 2008).

**4 mai 2008** – Les dirigeants abkhazes affirment avoir abattu deux drones géorgiens. Tbilissi dément.

**30 mai 2008** – Des troupes russes renforcent les effectifs déployés en Abkhazie (3000 hommes au total), au prétexte de restaurer les routes et les chemins de fer.

**5 juin 2008** – Le Parlement européen remet en cause la « neutralité » et l'« impartialité » des forces russes en Abkhazie et Ossétie du Sud., dites de maintien de la paix.

**5-6 juin 2008** – Javier Solana, chef de la diplomatie européenne, se rend en Géorgie pour matérialiser l'engagement de l'Union.

**6 juin 2008** – Lors du sommet de la CEI à Saint-Petersbourg, Dmitri Medvedev met en garde la Géorgie et l'Ukraine.

**Début juillet 2008** – Série d'explosions en Abkhazie et échange de tirs de part et d'autre de la frontière entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud. Nouvelle violation de l'espace aérien géorgien.

**17-18 juillet 2008** – Frank-Walter Steinmeier, ministre allemand des Affaires étrangères, se rend à Tbilissi, Soukhoumi et Moscou pour promouvoir le plan de paix allemand. Les dirigeants abkhazes le repoussent et la diplomatie russe le déclare « irréaliste » (Sergueï Lavrov).

#### Guerre russo-géorgienne et crise russo-occidentale

**7 août 2008** – L'artillerie lourde sud-ossète pilonne des villages géorgiens.

**7-8 août 2008** – Des unités de l'armée géorgienne entrent dans les faubourgs de Tskhinvali.

**8 août 2008** – Saakachvili annonce que l'armée géorgienne a « libéré la majeure partie du territoire d'Ossétie du Sud ». Depuis Pékin, Vladimir Poutine annonce des « mesures de rétorsion ». L'aviation russe bombarde la ville géorgienne de Gori et d'autres sites au cœur du territoire géorgien.

**9 août 2008** – Dmitri Medvedev officialise l'opération destinée à « contraindre la partie géorgienne à la paix ».

**10 août 2008** – L'aviation russe bombarde le port géorgien de Gori. Bernard Kouchner se rend à Tbilissi pour présenter un accord de paix en 4 points fondé sur le respect de l'intégrité territoriale de la Géorgie.

**11 août 2008** – La Russie bloque un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

**12 août 2008** – Les forces géorgiennes refluent. Dmitri Medvedev déclare : « L'objectif est atteint. L'agresseur est puni ». Les présidents français et russe négocient à Moscou les termes d'un accord de paix en 6 points (accord « Medvedev-Sarkozy »), sans référence à l'intégrité territoriale de la Géorgie.

**13 août 2008** – Condoleezza Rice se rend à Tbilissi. La présidence ukrainienne impose par décret des restrictions aux mouvements de la flotte russe de la mer Noire basée en Ukraine et engagée dans le conflit armé entre la Russie et la Géorgie, déclenchant la colère de Moscou. Selon ce document, les mouvements des navires et avions russes sont soumis à une autorisation de l'armée ukrainienne et doivent faire l'objet d'une demande préalable déposée 72 heures plus tôt.

**13 août 2008** – Réunis à Bruxelles, les pays de l'UE acceptent le principe d'une mission de paix (« surveillants » et « contrôleurs ») en Géorgie. George W. Bush décide d'envoyer des militaires pour superviser un vaste effort d'aide humanitaire. Il déclare que « les Etats-Unis se tiennent aux côtés du gouvernement démocratiquement élu de Géorgie et insistent pour que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie soient respectées ».

**14 août 2008** – George W. Bush réitère son soutien à une « Géorgie souveraine et libre » Deux avions de transport militaire C-17 délivrent une aide humanitaire d'urgence.

**14 août 2008** – Nicolas Sarkozy envoie une lettre à Dmitri Medvedev pour préciser le contenu des « mesures additionnelles » (quelques kilomètres en avant des limites de la seule Ossétie du Sud) et rappeler leur caractère provisoire. Condoleezza Rice est reçue au fort de Brégançon avant de gagner Tbilissi.

**14 août 2008** – Le Parlement géorgien entérine la sortie de la CEI. Ce retrait permet à Tbilissi de contester sur le plan du droit international la présence de forces russes en Abkhazie, déployées depuis 1994 sous mandat de la CEI.

**15 août 2008** – Condoleezza Rice est à Tbilissi. Signature géorgienne de l'accord de cessez-le-feu.



**16 août 2008** – Signature russe de l'accord de cessez-le-feu.

**17 août 2008** – Angela Merkel est à Tbilissi et elle y déclare que la Géorgie « *entrerait dans l'OTAN* ». Nicolas Sarkozy menace la Russie « *de graves conséquences pour l'avenir du partenariat Russie-Union européenne* » et Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense, dénonce « *de vieilles méthodes soviétiques* ».

**18 août 2008** – La Russie bloque un accord au sein de l'OSCE sur l'envoi d'observateurs militaires en Géorgie.

**19 août 2008** – Les pays membres de l'OTAN se réunissent pour exiger de la Russie qu'elle « *revienne aux positions occupées le 6 août* ».

**21 août 2008** – Le Conseil de sécurité reste divisé sur un projet de résolution. La Russie rejette toute référence à l'intégrité territoriale russe.

**22 août 2008** – Semblant de retrait russe. Les forces armées conservent le contrôle de « zones de sécurité » et de villes en avant des territoires séparatistes. L'état-major de l'armée russe dénonce l'arrivée de navires de l'OTAN en mer Noire.

**25 août 2008** – le Parlement russe demande la reconnaissance des indépendances d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Les chancelleries occidentales font part de leur désapprobation.

**25 août 2008** – Recevant son homologue moldave, Vladimir Voronine, le président russe, Dmitri Medvedev, a déclaré que le cas de la Géorgie constituait « *un avertissement pour tous* ».

**26 août 2008** – Dmitri Medvedev signe les décrets de reconnaissance des indépendances d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Le soir même, le président russe déclare: « *Nous n'avons peur de rien, y compris d'une guerre froide* » (Russia Today) et il menace les Européens, en termes à peine voilés, d'une nouvelle escalade conflictuelle.

**27 août 2008** – Pékin se dit « *préoccupé par les derniers développements en Ossétie du Sud et en Abkhazie* », a annoncé l'agence Chine Nouvelle, citant un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Qin Gang. Cette déclaration est tombée peu avant une rencontre du président russe Dmitri Medvedev avec son homologue chinois Hu Jintao à Douchanbé, capitale de l'ex-république soviétique du Tadjikistan, dans le cadre d'un sommet des pays de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

**27 août 2008** – Bernard Kouchner déclare qu'après la Géorgie, « *il y a d'autres objectifs que l'on peut supposer être les objectifs de la Russie, en particulier la Crimée, l'Ukraine, la Moldavie* ».

**28 août 2008** – Bernard Kouchner émet la possibilité de sanctions contre la Russie. Sergueï Lavrov, évoque l'« *imagination malade* » du ministre des Affaires étrangères de la France. Selon un projet de déclaration conjointe diffusé par le Kremlin, la Chine et quatre d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan), membres de l'OCS, soutiennent le « *rôle actif* » de la Russie en Géorgie.

**29 août 2008** – une nouvelle réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, la sixième en trois semaines, échoue à trouver une voie de sortie à la crise.

**1<sup>er</sup> septembre 2008** – Conseil européen extraordinaire consacré à la Géorgie et à la redéfinition de la politique russe de l'UE.



## Annexe 2

### **Géohistoire : le Caucase comme sphère d'expansion russo-soviétique**

L'analyse géopolitique requiert la saisie intellectuelle des espaces selon différents ordres de grandeur et la mise en perspective historique de l'actualité. Ainsi les conflictuelles relations russo-géorgiennes ont-elles pour toile de fond la longue domination russe puis soviétique dans l'ensemble du Caucase. L'entreprise est amorcée sous Catherine II (1762-1796), parallèlement à la conquête de la Crimée et du sud de l'Ukraine. Dans un premier temps, une ligne fortifiée cosaque (la ligne des *Stanitsas*) est implantée sur le piémont ciscaucasien, le long des fleuves Kouban et Terek, et la ville de Vladikavkaz (« Maîtresse du Caucase »), en actuelle Ossétie du Nord (Russie), est fondée en 1784. La poussée russe s'exerce à l'est, le long de la Caspienne, et plus encore au centre, en direction du col de la Croix (2384 mètres), avec la construction de la « Route militaire de Géorgie ». Cette voie stratégique remonte le Terek, au sud de Vladikavkaz, traverse le défilé de Darial (Dar-i-Alan : la « Porte des Alains »), débouche en Géorgie et monte jusqu'au col de la Croix. En 1801, l'annexion de la Géorgie marque le début de la seconde phase de la conquête et toute la Transcaucasie (Caucase-Sud) passe sous contrôle russe dans les trente années qui suivent. Dans un troisième temps, les peuples montagnards de Circassie, à l'ouest, de Tchétchénie et du Daghestan, à l'est, sont soumis au cours des années 1850-1860 ; les « guerres murides » prennent fin le 25 août 1859 avec la reddition de l'imam Chamyl.

Depuis Tiflis, la Transcaucasie est administrée comme un seul ensemble. L'extraction du pétrole de Bakou et son exportation par le port géorgien de Batoum (Batoumi) ouvrent la région aux influences extérieures. De nombreux ouvriers russes s'installent à Bakou ainsi que des ingénieurs et des techniciens occidentaux ; l'ensemble de la Transcaucasie est sous l'influence des courants d'idées venus d'Occident, socialisme et révolutionnarisme inclus. Avant 1914, Tiflis (Tbilissi) est une ville cosmopolite, administrée par un maire arménien, et la social-démocratie est fortement représentée en Géorgie : en 1903, les membres locaux du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) ont massivement opté pour le menchevisme. La Grande Guerre et l'effondrement de l'Empire russe ouvrent la possibilité d'accéder à l'indépendance. Après mars 1917, un « Comité spécial pour la Transcaucasie » est mis en place à Tiflis. Au mois de novembre, ce comité refuse le coup de force bolchevik ; un armistice est signé avec les Ottomans (décembre 1917) et une Assemblée constituante de Transcaucasie, la *Seim*, est réunie (février 1918).

Très vite, les membres arméniens et géorgiens de l'Assemblée constituante s'opposent sur la question de la guerre, les premiers voulant combattre les Ottomans quand les seconds souhaitent signer la paix. A Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, les bolcheviks russes abandonnent aux Ottomans les territoires conquis par le Tsar en 1878 : Batoum, Ardahan et Kars. A Tiflis, la *Seim* proclame l'indépendance de la Transcaucasie et Batoum accueille une conférence de la paix entre Ottomans et Caucasiens du Sud. Le 26 mai 1918, les Géorgiens se retirent du *Seim*, suivis par les Arméniens et les Azéris, proclament leur indépendance et se placent sous la protection de l'Allemagne. Après l'armistice du 11 novembre et l'évacuation des troupes allemandes, les Britanniques prennent le relais et s'efforcent d'arbitrer les différends territoriaux entre Géorgiens et Arméniens. Le gouvernement menchevik de Tbilissi fait adopter une constitution, lance une réforme agraire, relève l'économie et oriente la Géorgie vers l'Europe.

Toutefois, les troupes britanniques se retirent en septembre 1920 alors que les troupes bolcheviques sont à Bakou. Ce n'est qu'en janvier 1921 que les Alliés reconnaissent l'indépendance de la Géorgie mais il est trop tard. En février, les bolcheviks entrent à Tbilissi et l'ensemble de la Transcaucasie est sous contrôle. Le pays est soviétisé, les révoltes sont écrasées et la Géorgie subit la terreur. Instituée en 1922, la république socialiste fédérative de Transcaucasie est supprimée en 1936, les républiques soviétiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan devenant officiellement membres de l'URSS. A l'intérieur de la Géorgie comme chez ses voisines, différentes entités sont reconnues : les Abkhazes se voient attribuer une république autonome et les Ossètes du Sud, une région autonome ainsi que les Adjars (Géorgiens musulmans). Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les armées allemandes entrent en Ukraine et depuis la Crimée progressent en Ciscaucasie. La Géorgie n'est pas incluse dans la sphère de domination allemande mais les Meskhets, Géorgiens méridionaux de religion musulmane, font partie des « peuples punis » ; ils sont déportés en novembre 1944. Dans l'après-Staline, la Géorgie demeure problématique du point de vue de Moscou mais l'« affairisme soviétique » (les mafias ne sont pas apparues par génération spontanée) se révèle être une méthode de gouvernement plus économe que les interventions militaro-policières. Les tensions interethniques, en Géorgie comme dans l'ensemble du Caucase, perdurent et elles s'expriment sporadiquement par des flambées de violences : l'idéologie de l'*Homo Sovieticus* n'a pas dissous ethnies et nationalités.



### Annexe 3

#### **Vade-mecum : 7 points pour comprendre la Russie**

La situation présente, ses risques et menaces, « obligent » les Européens et plus largement les Occidentaux – obligation morale, intellectuelle et politique –, à un exercice de lucidité quant à la « Russie-Eurasie ». Il n'est plus possible de faire comme si les choses qui sont n'étaient pas et le système russe doit être appréhendé selon ses caractéristiques propres, ses tropismes, ses dynamiques polymogènes. Seules des représentations géopolitiques en phase avec les réalités peuvent être opératoires et constituer des aides à la décision.

1) Le système politique russe n'est pas un régime constitutionnel-pluraliste en quête d'équilibre mais un néo-autoritarisme patrimonial marqué par les rémanences du soviétisme et dominé par des hommes issus des « structures de force » : les *siloviki*.

➔ Fortement personnalisé et faiblement institutionnalisé, ce système de pouvoir repose sur le contrôle de la rente énergétique et la manipulation des échanges économiques. La société civile manque d'épaisseur et les contre-pouvoirs sont embryonnaires. La relation patron-client est au centre du système. S'il ne faut peut-être pas voir dans la prévalence des « *silovikis* » la formation d'une « militarocratie » homogène et monolithique, ce phénomène se traduit par la prévalence d'un type humain donné – analytique, froid et calculateur – qui détermine le jeu politique intérieur (tchékisme des mœurs et de la culture politique) et son action extérieure.

2) La rhétorique diplomatique russe est axée sur la promotion d'un « monde multipolaire » et l'émergence d'une future « démocratie internationale » (pseudo-concept, vide de sens) mais il s'agit là d'une logomachie. Ses objectifs s'inscrivent dans une idéologie eurasiste agressive.

➔ Les territoires ex-soviétiques de la CEI sont appréhendés comme la sphère d'influence exclusive (« étranger proche ») de la Russie, nouvel *Heartland* voué à la domination de l'Eurasie. A l'intérieur de cet espace, les États membres de la CEI ne disposeraient que d'une souveraineté limitée excluant toute orientation internationale distincte de celle de Moscou. L'objectif politique central de la Russie est donc de reconstituer une forme d'Union soviétique (une Union eurasiatique ?), structurée par un « cocktail » de domination indirecte (jeux oligarchiques transnationaux, contrôle des flux et pressions diverses), de menaces ouvertes et d'interventions militaires ponctuelles.

3) Mélange de crainte et de fascination, divers commentaires relaient en Europe le discours russe de la « *derjava* » et mettent en valeur de manière exagérée la puissance étatique et militaire de la Russie. Celle-ci ne doit pourtant pas être exagérée.

➔ Les dirigeants russes veulent voir en leur pays une « puissance émergente » partie prenante du « BRIC » (Brésil Russie-Inde-Chine) et Moscou joue de son poids énergétique dans un univers malthusien, tenaillé par une « faim » de matières premières. Les facilités financières que la rente énergétique permet ne peuvent dissimuler la gravité du krach démographique et sanitaire qui frappe la population et les difficultés du système russe à franchir un certain nombre de seuils technologiques significatifs. Les interdépendances entre la Russie et l'Occident sont croisées, les pays occidentaux ont des outils de pression (candidature à l'OMC, participation au G8 et à l'OCDE, restrictions sur les investissements russes dans les secteurs stratégiques) et la guerre en Géorgie a ébranlé la stabilité financière russe. *Last but not least*, il faut d'ores et déjà poser la question des Jeux olympiques d'Hiver, prévus pour 2014, à Sochi (Caucase du Nord, Russie).

4) La guerre en Géorgie et ses conséquences ont momentanément suspendu la traditionnelle ambivalence géopolitique russe, entre Orient et Occident. Cette « bifurcation » et l'orientation prioritairement anti-occidentale qu'elle met en évidence appellent à l'unité des pays qui participent de l'UE et de l'OTAN.



➤ La Russie (les hommes qui la dirigent) joue de son ambivalence historique, géographique et culturelle pour arguer de son caractère européen mais les réalités politiques ne se plient pas aux oukases. Les choix géopolitiques opérés et le fonctionnement interne mettent en évidence la dimension eurasiatique et ouralo-altaïque de ce pays-continent : l'eurasisme est tout à la fois le fondement et l'expression idéologique de ce positionnement. Confrontés à la pression multiforme et aux menaces réitérées de maints dirigeants russes de premier plan, les Occidentaux doivent faire montre de leur unité et de leur fermeté. Les bilatéralismes (relations américano-russes, germano-russes et franco-russes, etc.) ne doivent pas l'emporter sur le multilatéralisme euro-atlantique et la cohésion interne de ses instances (UE et OTAN). L'unité européenne, le renforcement des liens transatlantiques et la consolidation d'une forme de Communauté occidentale doivent être les axes directeurs des diplomaties nationales.

5) Les pays membres de l'UE et de l'OTAN doivent coordonner leurs positions, leurs politiques et leurs stratégies, à l'intérieur des instances internationales (ONU, OSCE, Conseil de l'Europe) pour régler les conflits internes à la Géorgie, dans le respect des droits des parties prenantes.

➤ La fermeté des positions communes sur le respect de l'intégrité territoriale géorgienne doit s'exprimer dans les instances internationales et promouvoir un juste règlement des conflits nationalitaires et territoriaux, en Géorgie comme dans l'ensemble du Caucase du Sud. La souveraineté et l'intégrité de la Géorgie doivent s'accompagner du respect des droits politiques et culturels des minorités abkhazes et ossètes, par le truchement de l'autonomie. Les propositions antérieurement formulées par Tbilissi et diverses diplomaties occidentales doivent être retenues et mutualisées. Le premier objectif est de déployer un « mécanisme international » en lieu et place des forces armées russes, parties prenantes au conflit, Moscou se refusant à assumer le rôle de puissance arbitrale et les responsabilités qui lui sont liées. La sécurité du corridor énergétique Azerbaïdjan-Géorgie et la libre circulation des lux entre la Caspienne et la mer Noire doivent être considérés comme de « biens publics » internationaux exigeant de solides garanties.

6) Loin de se transformer en une forteresse assiégée et repliée sur ses membres les plus anciens, la communauté de sécurité des nations occidentales doit être élargie aux pays voisins et amis, au sens politique et aristotélicien du terme.

➤ Bien plus qu'une alliance dirigée contre un pays tiers, l'OTAN forme une communauté de sécurité fondée sur des valeurs de civilisation. Le processus d'élargissement raisonné de l'OTAN permet de promouvoir l'Etat de droit, les libertés fondamentales, le respect des minorités ethno-régionales, la primauté du civil sur le militaire et la transparence des politiques de défense. Alors que des puissances titanesques émergent en Asie, les pays membres de l'OTAN ne sauraient fermer leur porte à des pays voisins et pro-occidentaux : la Géorgie et l'Ukraine ne sont pas condamnés à demeurer dans une quelconque sphère d'influence exclusive et ces nations ont le droit d'exercer librement leur souveraineté. Les Occidentaux ne peuvent sans graves conséquences se couper du bassin de la Caspienne et renoncer à consolider le *pluriversum* géopolitique centre-asiatique : l'OTAN doit assurer une présence navale permanente en mer Noire pour y soutenir ses membres riverains, ainsi que ses amis, et garantir la sécurité des flux ; l'UE doit développer une politique active dans son *hinterland* géopolitique dans le cadre d'une politique énergétique commune et de ses relations de bon voisinage.

7) Il faut en finir avec la culpabilisation de l'Occident, l'assimilation des schémas idéologiques antagonistes et l'idéologie de l'équidistance. Pour imparfaits que soient les sociétés et les régimes politiques occidentaux, leurs populations et leurs dirigeants n'ont pas de leçons à recevoir de la part de nostalgiques d'un système meurtrier et totalitaire.

➤ L'URSS était le moteur d'une entreprise totalitaire et le bilan du communisme est catastrophique : il est bel et bon d'honorer la mémoire d'Alexandre Soljenitsyne ; encore faudrait-il le lire et le comprendre. Au sortir de la Guerre froide, les Occidentaux ont largement aidé la Russie et se sont gardés de l'humilier. Ils ne sauraient se repentir de l'avoir emporté dans un conflit mettant en jeu une certaine idée de l'Homme et du Monde. L'« humiliation » mise en avant par certains dirigeants russes est l'autre nom du ressentiment et de la volonté de revanche qui les animent. Dans l'affaire géorgienne, les Occidentaux ne peuvent rester à équidistance de l'agresseur et de l'agressé. Il ne s'agit pas de céder à l'« extase du binaire » et d'opposer un petit peuple innocent à son grand méchant voisin, ou encore de prétendre « construire un monde meilleur », mais de faire prévaloir dans l'Ancien Monde des règles de juste conduite, pour contenir l'ensauvagement.



## DERNIÈRES PUBLICATIONS

disponibles sur notre site Internet ou sur demande à [publications@institut-thomas-more.org](mailto:publications@institut-thomas-more.org)

### **Belgique : crise politique ou crise identitaire ?**

Jean de ROQUETTE-BUISSON

Article – Fr – Août 2008

Programme d'études **Identités européennes** Série **Politiques & enjeux démocratiques**

### **Lignes de front caucasiennes : le « limes » géorgien**

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Article – Fr – Août 2008

Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **L'Europe face au monde**

### **Union pour la Méditerranée : la question turque en suspens**

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Article – Fr – Juillet 2008

Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **L'Europe face au monde**

### **« Des infrastructures de marché solides sont aussi nécessaires que les réseaux de transport pour faire circuler en Europe une énergie compétitive, fiable et écologique »**

Jean-François CONIL-LCOSTE

Entretien – Fr & Eng – Juillet 2008

Programme d'études **Vivre l'Europe** Série **Enjeux économiques européens**

### **France's White Book on Defense and National Security: First Impressions**

Leo MICHEL

Article – Eng – Juillet 2008

Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **Géopolitique européenne**

### **L'Union européenne et le « libéralisme » émergent en Russie : Vers une nouvelle stratégie de négociation**

Laurent VINATIER

Tribune 17 – Fr – Mai 2008

Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **L'Europe face au monde**

### **Le Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy : les réformes du président face aux promesses du candidat**

Disponible sur <http://institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy>

Fr – Mai 2008

Programme d'études **Identités européennes** Série **Politiques & enjeux démocratiques**

### **2009-2012 : vers une nouvelle politique étrangère américaine ? Ce qui va changer pour l'Europe**

Leo G. MICHEL, Louis GISCARD d'ESTAING et Jean-Sylvestre MONGRENIER

Working paper 19 (compte-rendu de conférence) – Fr – Mai 2008

Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **L'Europe face au monde**

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance.  
Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org) ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

#### **Bruxelles**

Avenue Eugène Demolder, 112

B-1030 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 647 32 34

Fax : +32 (0)2 646 28 21

#### **Paris**

49, boulevard de Courcelles

F-75 008 Paris

Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)